

Panama: sanglante répression policière fait au moins deux morts, grève générale

17-07-2010

Un jour, après avoir été hué par la multitude dans un stade et un jour avant sa visite à la province de Bocas del Toro, le président panaméen Ricardo Martinelli a été déclaré hier "personne no grata" par les ouvriers de son pays. La semaine passée les mobilisations (photo) dans cette région bananière se sont terminées par une sanglante répression policière, qui a fait deux morts, selon les chiffres officiels, et six, selon les manifestants. Cette semaine, quand le conflit semblait s'être distendu, les syndicats et les travailleurs de la majorité des secteurs ont effectué une grève générale qui a paralysé la nation d'Amérique centrale. Hier le gouvernement s'est limité à reconnaître qu'il y a eu "des erreurs". Les manifestations et les grèves qui se sont succédées dans les deux dernières semaines au Panama ont un seul objectif, annuler la réforme de travail approuvée sous l'auspice du gouvernement libéral de Martinelli, un entrepreneur qui a amassé une des plus grandes fortunes du pays avec sa chaîne de supermarchés. Le mois passé sa majorité au Parlement avait approuvé une loi qui permet aux entreprises de remplacer des travailleurs en grève, de décompter les cotisations syndicales et de les dispenser de réaliser les études d'impact environnemental, entre autres avantages, quand le Pouvoir exécutif considère que le projet productif en question est d' "intérêt social". Mardi dernier, après dix jours de conflit et d'affrontements entre la police et les travailleurs, le gouvernement et le syndicat du secteur bananier ont déclaré une trêve de 90 jours, mais le reste des syndicats ne se sont pas pliés à l'accord et ont déclaré la grève générale. "Si cela ne change pas, le pays va continuer mobilisé et prendre une direction qui peut déboucher sur des confrontations", a prévenu le leader de l'opposant Parti Révolutionnaire Démocratique (PRD), Mitchel Doens. Avec la trêve avec les bananiers, le gouvernement de Martinelli s'est engagé à suspendre l'entrée en vigueur des points les plus controversés de la réforme du travail durant 90 jours. Cependant au fil des jours il est évident que cette promesse ne sera pas suffisante pour dissoudre les mobilisations ouvrières. Le président panaméen avait organisé pour aujourd'hui un déplacement à l'épicentre du conflit, la zone bananière de la côte caraïbe. L'idée était de porter des aliments et des produits de base -la région a longtemps été désapprovisionnée après les grèves réitérées- et de se montrer ouvert au dialogue avec les manifestants. Mais les travailleurs ont agi rapidement et lui ont fait savoir qu'il ne serait pas bienvenu, en particulier après les morts suite à la répression policière, a expliqué Samuel Quintero, dirigeant du Syndicat des Travailleurs de l'Industrie Bananière. Martinelli a essayé de calmer la situation et a rendu responsable l'autre ennemi des travailleurs bananiers de Changuinola, la transnationale Bocas del Toro Fruit Company (filiale de Chiquita Brands, l'entreprise nord-américaine condamnée aux États-Unis pour financer les Colombiens paramilitaires (ex United Fruit Company, historiquement à l'origine de multiples coups d'Etat en Amérique centrale, NDT). Selon le mandataire, elle a mal interprété la nouvelle loi et a retenu une partie des salaires des travailleurs. Pour le syndicat, l'entreprise a agi protégée par la réforme impulsée et promulguée par Martinelli. Pagina/12, 16 juillet 2010.

<http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-149604-2010-07-16.html> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>